



NOTE CONCEPTUELLE

Soutien au processus de Rapport périodique en Afrique de l'Est pour la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999)



Couverture géographique/pays bénéficiaire(s) :	Région Afrique --Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Rwanda, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie
Durée (en mois):	9 mois (novembre 2020-juillet 2021)
Nom, unité et coordonnées du/des responsable(s) de projet :	Karalyn Monteil Spécialiste de programme pour la culture Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est k.monteil@unesco.org
Institution(s) partenaire(s):	Ministères de la culture Commissions Nationales de l'UNESCO
Budget indicatif incluant les coûts de Soutien au Programme:	19,937 USD

Justification et objectif général

La destruction de biens culturels au cours de conflits armés n'a été que trop fréquente ces dernières années, avec des violations répétées et flagrantes des règles juridiques internationales visant à sauvegarder le patrimoine culturel de l'humanité tout entière. Ces crimes mettent en évidence la nécessité urgente d'encourager et d'assurer la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux Protocoles, ainsi que du régime international global de protection des biens culturels.

Huit des 13 pays couverts par le Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est ont ratifié la Convention de l'UNESCO de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Rwanda, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie) ; et parmi eux, seuls 3 ont ratifié son premier Protocole (Djibouti, Éthiopie et Madagascar) et 2 ont ratifié son second Protocole (Djibouti et Madagascar).

Les Rapports périodiques sont un mécanisme important qui permet aux États parties à la Convention de La Haye de 1954 et à ses deux Protocoles de recueillir et de diffuser des informations sur les mesures prises, préparées ou envisagées par leurs autorités respectives en application des traités susmentionnés. Ces rapports constituent également une source d'information essentielle pour les professionnels du patrimoine culturel, les chercheurs et les décideurs politiques qui recherchent des informations sur les mesures prises par les gouvernements pour donner effet aux dispositions de la Convention et de ses deux Protocoles. Ces traités exigent que les rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1954 et de ses deux Protocoles soient soumis au Directeur Général de l'UNESCO tous les quatre ans. Les États parties à la Convention de 1954 et à ses Protocoles sont tenus de soumettre des Rapports périodiques quadriennaux pour la période 2017-2020 au plus tard le 30 juin 2021.

Cette activité facilitera la réussite de l'achèvement et de la soumission en temps voulu des Rapports périodiques de la Convention de La Haye de 1954 et de ses deux Protocoles, par l'organisation de réunions d'information en ligne pour présenter le format des Rapports périodiques et la méthodologie conseillée, ainsi que par la mise à disposition d'un soutien financier pour l'avancement du rapport à chaque État partie. En outre, une réunion régionale de sensibilisation en ligne sera organisée pour les 13 États membres de la région de l'Afrique de l'Est afin de partager les expériences en matière de protection des biens culturels et d'élaborer des recommandations visant à renforcer la protection des biens culturels en cas de conflit armé dans la région de l'Afrique de l'Est.

Convention de l'UNESCO de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999)

[La Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé](#) a été adoptée à La Haye (Pays-Bas) en 1954, à la suite de la destruction massive du patrimoine culturel pendant la Seconde Guerre Mondiale. C'est le premier traité international à vocation mondiale portant exclusivement sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé. Il couvre le patrimoine culturel immobilier et mobilier, y compris les monuments d'architecture, d'art ou d'histoire, les sites archéologiques, les créations artistiques, les manuscrits, les livres et autres objets d'intérêt artistique, historique ou archéologique, ainsi que les collections scientifiques de toute nature, quelle que soit leur origine ou leur propriété. Les États parties à la Convention bénéficient de leur engagement mutuel, en vue de préserver le patrimoine culturel des conséquences d'éventuels conflits armés par la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Adoption de mesures de sauvegarde en temps de paix telles que l'établissement d'inventaires, la planification de mesures d'urgence pour la protection contre l'incendie ou l'effondrement de structures, la préparation de l'enlèvement de biens culturels meubles ou la fourniture d'une

protection in situ adéquate de ces biens, et la désignation d'autorités compétentes responsables de la sauvegarde des biens culturels ;

- Respect des biens culturels situés sur leur propre territoire ainsi que sur le territoire des autres États parties en s'abstenant de toute utilisation de ces biens et de leurs environs immédiats ou des dispositifs utilisés pour leur protection à des fins susceptibles de les exposer à une destruction ou à une détérioration en cas de conflit armé ; et en s'abstenant de tout acte d'hostilité dirigé contre ces biens ;
- Examen de la possibilité d'inscrire un nombre limité de refuges, de centres monumentaux et d'autres biens culturels immeubles de très grande importance dans le Registre international des biens culturels sous protection spéciale afin d'obtenir une protection spéciale pour ces biens ;
- Examen de la possibilité de marquer certains bâtiments et monuments importants avec un symbole distinctif de la Convention ;
- Établissement d'unités spéciales au sein des forces militaires chargées de la protection des biens culturels ;
- Sanctions en cas de violation de la Convention ; et,
- Large promotion de la Convention auprès du grand public et de groupes cibles tels que les professionnels du patrimoine culturel, l'armée ou les forces de police.

Résultats et activités du projet

Le résultat attendu du projet sera de renforcer les capacités des États parties en matière de protection efficace des biens culturels grâce au suivi et à la présentation de Rapports périodiques sur la Convention de La Haye de 1954 et ses deux Protocoles, et de sensibiliser les pays de la région de l'Afrique de l'Est qui n'ont pas encore ratifié la Convention aux avantages de la ratification.

Ce projet apportera un soutien aux États parties à la Convention de La Haye de 1954 et à ses deux Protocoles, afin qu'ils puissent remplir l'obligation de soumettre leurs rapports périodiques en suivant les orientations de la Convention de 1954 et de son deuxième Protocole. Ce mécanisme permet de diffuser des informations sur les mesures prises pour donner effet aux dispositions de la Convention de La Haye de 1954. À cet effet, des ateliers de formation seront organisés pour les États parties à la Convention et à ses Protocoles dans les régions d'Afrique de l'Est en utilisant le questionnaire de l'UNESCO pour la soumission de Rapports périodiques. Le projet vise également à utiliser cette plateforme pour sensibiliser à l'importance de la protection des biens culturels en cas de conflit armé et à encourager la ratification par les pays qui n'ont pas encore ratifié les deux Protocoles de cette Convention.

Après l'achèvement et la soumission de leurs Rapports périodiques, une réunion régionale de sensibilisation sera organisée afin de partager les expériences et les leçons apprises avec les 13 pays couverts par le Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est ; et d'élaborer des recommandations pour renforcer la protection des biens culturels dans la région de l'Afrique de l'Est.

Les principales activités/résultats du projet comprendront :

1. Coordonner des réunions d'introduction pour fournir des orientations sur l'élaboration du questionnaire de Rapport quadriennal pour huit États parties qui ont ratifié la Convention de La Haye de 1954 et ses deux Protocoles en Afrique de l'Est (à savoir Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Rwanda, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie). Deux réunions indépendantes seront organisées à cet effet - l'une en anglais et l'autre en français ;
2. Faciliter l'élaboration du questionnaire de rapport pour huit États parties à la Convention de 1954 et à ses deux Protocoles en offrant une subvention de 2000 dollars des États-Unis à chaque État partie pour soutenir les réunions de coordination et les autres coûts de préparation ;

3. Organiser une réunion finale pour les treize pays dans la région de l'Afrique de l'Est afin de sensibiliser à cette Convention et à ses deux Protocoles, de partager les leçons apprises et de développer des recommandations pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Résumé des résultats, des produits et des activités

Résultat n°1 Huit États parties d'Afrique de l'Est à la Convention de 1954 ont évalué et documenté la protection des biens culturels dans leur pays
Produit n°1 : Huit Rapports périodiques préparés de manière participative et soumis au Secrétariat de la Convention de 1954 avant le 30 juin 2021
Activité 1.1 : Préparation et mise en œuvre d'un atelier de formation sur l'élaboration du Rapport quadriennal
Activité 1.2 : Soutien financier à huit États parties de la Région de l'Afrique de l'Est pour la coordination et la préparation des rapports périodiques nationaux
Résultat n°2 Sensibilisation à la ratification de 1954 et de ses 2 Protocoles. Évaluation régionale et recommandations pour le renforcement de la protection des biens culturels dans la région
Produit n°2 : Sensibilisation accrue à la Convention de l'UNESCO de 1954 et à ses ressources
Activité 2.1 13 États membres de la région Afrique de l'Est de l'UNESCO participent à une réunion de sensibilisation sur les avantages de la ratification de la Convention de 1954 et des deux Protocoles, partagent les enseignements et les recommandations pour la protection des biens culturels

Stratégie de mise en œuvre

L'UNESCO développera un programme et disposera de ressources pour s'assurer que tous les États parties à la Convention de 1954 et à ses deux Protocoles dans la Région de l'Afrique de l'Est ont préparé avec succès leurs Rapports périodiques quadriennaux de manière participative et les ont soumis à l'UNESCO avant la date limite.

Une réunion d'introduction sera organisée (une en anglais et une en français) avec 8 États parties à la Convention (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Rwanda, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie) afin de partager les principaux aspects de la Convention, le questionnaire de rapport quadriennal et de montrer les perspectives en matière de rapports.

Des ressources financières de 2 000 dollars des États-Unis chacune, seront mises à la disposition de chaque État partie pour faciliter la formation d'une équipe, les réunions et la préparation du rapport.

Une réunion finale sera organisée avec les 13 États membres de la Région de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, afin de sensibiliser l'opinion, d'examiner les résultats du rapport, de partager les expériences, les leçons apprises et les recommandations pour renforcer la protection des biens culturels en Afrique de l'Est.

Toutes les activités du projet suivront les orientations de la Convention de La Haye de 1954 et de ses Protocoles, ainsi que les Directives Opérationnelles pour la mise en œuvre du Deuxième Protocole de 1999.

Parties prenantes, bénéficiaires et partenaires

Les principales cibles et parties prenantes de ce projet sont les autorités nationales responsables de la Culture et les agences gouvernementales concernées dans les 13 pays couverts par le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Est.

Propriété:

Dans le cadre de ce projet, l'UNESCO travaillera en étroite collaboration avec les Commissions Nationales de l'UNESCO et les Ministères responsables de la Culture de tous les États parties à la Convention de 1954 et à ses Protocoles, ainsi qu'avec les autorités nationales, afin d'assurer le bon achèvement du Rapport périodique quadriennal, qui doit être soumis le 30 juin 2021.

Projet de budget

	Activité		Budget Dollars des États-Unis
A	Facilitation de l'élaboration du rapport	Ratification	
1	Djibouti	1954 HC I Protocol II Protocol	2000
2	Érythrée	1954 HC	2000
3	Éthiopie	1954 HC I Protocol	2000
4	Rwanda	1954 HC	2000
5	Madagascar	1954 HC I Protocol II Protocol	2000
6	Maurice	1954 HC	2000
7	Seychelles	1954 HC	2000
8	Tanzanie	1954 HC	2000
B	Organisation de réunions en ligne		
	Réunions d'introduction (organisées séparément en anglais et en français en janvier 2021)		0
	Réunion finale de sensibilisation et de retour d'information avec interprétation en anglais et en français (juin/juillet 2021)		3937
C	TOTAL		19937